Questions orales

«Il existe une autre solution plus équitable, un système fiscal plus juste qui protège les pauvres et impose davantage les nantis.»

Le premier ministre va-t-il s'excuser auprès du Conseil national du bien-être social et auprès de tous les Canadiens d'avoir cité de façon trompeuse le mémoire prébudgétaire du Conseil. Va-t-il expliquer aux Canadiens pourquoi, s'il s'intéressait tant à l'opinion du Conseil, il n'a pas adopté sa recommandation de créer un système fiscal plus équitable permettant de faire payer plus d'impôts aux Canadiens nantis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le leader parlementaire de l'opposition induit les Canadiens en erreur en déformant aujourd'hui une réponse que j'ai faite vendredi. Je vais demander au vice-premier ministre de consulter rapidement le hansard, mais je pense qu'il constatera que je citais le document intitulé *Les dépenses sociales dans le prochain budget* où le Conseil national du bien-être social fait la déclaration que j'ai citée. Je n'ai jamais dit que c'était une recommandation.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Voici ce qu'il affirmait:

«La récupération a ceci d'avantageux qu'elle permet de réaliser des économies en augmentant la progressivité des programmes sociaux sans toucher au principe litigieux de l'universalité. La plupart des champions de l'universalité sont d'avis qu'il faut distribuer les prestations de façon progressive. Plus vos revenus sont élevés, moins vous devriez en bénéficier, et vice-versa. La récupération ne remet pas en question l'universalité. Les personnes âgées et les parents continueront de toucher des chèques de pension de vieillesse ou d'allocations familiales quels que soient leurs revenus, mais la récupération en réduit la valeur nette pour les bénéficiaires à revenus élevés.»

Cette mesure visait, sauf erreur, à tâcher d'en faire davantage pour les pauvres et les moins nantis au Canada. C'est exactement ce que nous ferons.

• (1420)

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le premier ministre n'a pas expliqué pourquoi il n'a pas attiré l'attention de la Chambre sur ce qui précédait le passage qu'il a cité et où le Conseil disait clairement qu'il ne s'agissait pas d'une recommandation au gouvernement mais plutôt d'une conjecture quant à ce que le gouvernement pourrait faire.

[Français]

Il est évident, monsieur le Président, pourquoi *La Presse*, dans son éditorial du 28 avril, a dit: «Un mauvais

Budget, un mauvais ministre», parce que nous n'avons pas un Budget égal pour tous les Canadiens.

[Traduction]

LES HAUSSES D'IMPÔT

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le présent budget fera augmenter la charge fiscale des particuliers, en comptant l'impôt sur le revenu et les taxes de vente et d'accise, de 2,6 milliards de dollars en 1990, alors que celle des sociétés n'augmentera que de 410 millions de dollars.

Comment le premier ministre, son ministre des Finances et son gouvernement essaient-ils de faire croire aux Canadiens que c'est un budget équitable pour tous les Canadiens, alors que le fardeau fiscal résultant de son budget est réparti de façon inéquitable entre les sociétés, la classe moyenne et les petits salariés?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je conseille à mon collègue d'aller vérifier ce que j'ai dit, dans le hansard du vendredi 28 avril, à la page 1989:

Comme mon ami a fait allusion à des organismes de défense des pauvres, qu'il me permette de lui lire une récente déclaration du Conseil national du bien-être social. . .

J'ai cité ce passage du rapport.

Je n'ai pas dit que c'était la seule déclaration qu'il y avait dans le rapport, mais que c'en était un extrait. Ce que j'ai dit et le passage que j'ai cité concordent totalement.

J'ai dit que je lui lisais des déclarations récentes, pas une recommandation, ni un conseil à suivre, mais une déclaration du conseil. C'est une citation complète et juste.

Si mon collègue veut des citations, je vais lui dire ce qu'un orateur invité au congrès libéral en fin de semaine a déclaré. Adam Zimmerman a dit que les libéraux devraient cesser de critiquer aveuglément le gouvernement, qui, d'après lui, met parfois de l'ordre dans les problèmes légués par les libéraux.

Des voix: Bravo!

LA DÉCLARATION DE LA VOIX—LE RÉSEAU DES AÎNÉS (CANADA)

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, après l'exposé budgétaire de la semaine dernière, une famille de deux enfants disposant d'un revenu unique de 23 639\$, soit le seuil de la pauvreté, verra le total de ses impôts augmenter de 108,3 p. 100 par rapport à 1984. Il ne s'agit pas d'un héritage libéral, mais d'un crime commis par le gouvernement conservateur.